

# Opinions

ALPHONSE PEYRAT



Ce jour-là, Gambetta descendit de la tribune en disant : « ...comme je dis mon ami Peyrat, le cléricisme, voilà l'ennemi. »

Le mot était, en effet, de Peyrat; il l'avait prononcé lui-même à la fin d'un petit discours fort bien fait dans une réunion tenue rue du Bac à l'occasion des premières élections sénatoriales de la Seine, en janvier 1876. Peyrat ne parlait guère, je veux dire en public; cet écrivain de combat était timide; s'il eut pu vaincre cette timidité, comme il savait beaucoup de choses et maniait admirablement la langue, je suis convaincu qu'il aurait fait un orateur original, primesautier et très vivant; par le mot sur le cléricisme, on voit qu'il savait trouver les formules, frapper les monnaies courantes; mais l'écrivain qu'il a été n'avait pas besoin de ce fleuron de plus.

La plaquette de moins de cent pages dont je donne le titre au pied de celle-ci, fait surtout revivre Peyrat comme critique littéraire. L'idée est ingénieuse d'avoir donné, non pas des lettres de lui, mais des lettres qu'il avait reçues à l'occasion de ses polémiques philosophiques, historiques, religieuses. Sa figure apparaît ainsi au milieu des célébrités de son temps. Ses correspondants s'appellent J.-J. Ampère, Louis Blanc, Jules Favre, Guizot, Ernest Havet, Victor Hugo, Ledru-Rollin, de Loménie, Michelet, Ernest Renan, Sainte-Beuve, George Sand, Henri Taine. L'amitié le liait avec la plupart d'entre eux, avec d'autres la communauté des opinions, parfois, au contraire, la diversité de sentiments exprimés librement et sur le ton d'une estime réciproque. Tous le goûtent et l'apprécient; plusieurs l'aiment visiblement.

A propos de son livre sur l'*Histoire romaine à Rome d'après les monuments*, J.-J. Ampère lui parle de leurs « sympathies communes pour la liberté et pour l'Italie, que le plan de mon livre, qui met en regard le présent de Rome et de son passé, m'a quelquefois permis de manifester. » C'est l'heure où le second empire fait perdre à la France, par sa politique contradictoire, tout le fruit de la guerre d'Italie; il nous a fallu quarante ans pour revenir sur cette discorde entre les deux nations; on le voit, cette petite plaquette est, dans ses proportions modestes, comme une revue de notre histoire contemporaine, de notre politique tant intérieure qu'extérieure; par le fait de ce néfaste second empire, fondé sur la conjuration de Montalembert et de Louis-Napoléon, le cléricisme nous domine dès lors, encore, toujours, cette fois sous une figure nouvelle, mais persistante : le jésuitisme napoléonien.

Dans une lettre d'Arago, datée de 1867, la menaçante rancune des Italiens se montre plus vivante encore; cette année-là déjà, l'action de la France n'est plus libre : nous avons subi, presque fait Sadowa; nous essayons l'échec de Luxembourg; nous courons à 1870; la délivrance de Rome, qui eût pu être une victoire de la France, sort de nos désastres. Une autre lettre d'Arago, en plein siège de Paris, nous montre de pieuses dames cachant la statue de Voltaire derrière un crucifix; c'est l'envers des sécularisations d'aujourd'hui.

Avec M. de Chantelauze, nous remontons plus haut dans notre histoire. M. de Chantelauze avait écrit, en 1860, un livre sur *Le Père La Chaise, confesseur de Louis XIV*; il y avait présenté l'apologie de la révocation de l'Edit de Nantes. Peyrat le lui avait vivement reproché, rappelant que « le roi, par ses persécutions, avait forcé trois millions de ses sujets à s'expatrier; mais les frontières étaient gardées, les fugitifs arrêtés et un édit les condamnait aux galères. Les soldats avaient ordre de tirer sur les réunions religieuses, même sur celles qui ne se défendaient pas. » Dans sa lettre à Peyrat, M. de Chantelauze allègue, pour se justifier, que « le roi s'appuyait sur les traditions politiques de la France et sur les doctrines à peu près générales de l'Eglise. » Sur ce dernier point, il avait raison; quant aux traditions politiques, il y en avait d'autres : il y a quelque dix ans, un israélite distingué proposait de les reprendre en conseillant à la troisième République de promulguer un nouvel Edit de Nantes au profit des catholiques; quand donc les avions-nous condamnés aux galères? Ce que c'est que l'opportunisme!

Une lettre de Jules Favre nous apprend qu'en octobre 1870, après le départ de Gambetta en ballon, le gouvernement de la Défense nationale avait offert à Peyrat le ministère de l'intérieur; il était bien trop timide et modeste et n'avait pas encore siégé dans les Chambres.

Nous retrouvons l'écrivain dans la lettre adressée par Ernest Havet à Peyrat

en 1867. Fleigné du journalisme par la police impériale, Peyrat avait profité de ses loisirs forcés pour écrire une *Histoire élémentaire et critique de Jésus*; M. Havet lui disait : « Votre travail est bien suivant la tradition française par la pleine raison et la vivacité de la forme... Toute votre discussion est irrésistible : elle établit péremptoirement qu'il ne faut pas croire, elle ne suffit peut-être pas à expliquer pourquoi on a cru. »

L'ouvrage de Renan donne peut-être cette dernière explication. Auteurs tous les deux d'une *Vie de Jésus*, c'est dans leurs opinions sur Bossuet que Renan et Peyrat s'étaient rencontrés. Les articles de Peyrat et la lettre de Renan remontent à 1856; rien n'est plus curieux; il faudrait tout citer. Je n'avais que vingt ans, ma rhétorique n'était pas



très loin; cette liberté de jugement sur « une des idoles le l'admiration routinière » m'avait beaucoup ébranlé et frappé. J'avais copié le passage suivant de Peyrat à propos d'un des épisodes les plus importants de la vie de Bossuet :

« C'est dans de pareilles circonstances que les hommes montrent ce qu'ils sont. C'est dans ces occasions solennelles que les grands esprits et les grands cœurs sacrifient au devoir la fortune, le pouvoir, la faveur de la cour, la sûreté personnelle. C'est là surtout qu'il faut un parler net et un surcroît net. Bossuet n'eut ni l'un ni l'autre. »

Leçons à retenir : sans avoir l'éloquence de Bossuet, des personnages de notre temps ont montré le même défaut.

La correspondance entre Renan et Peyrat reprit en 1859, à propos des *Essais de morale et de critique* du premier. Je note ces réflexions de Peyrat sur la distinction qu'il importe de faire entre les progrès matériels et l'élévation morale des hommes :

« La préface de M. Renan, dit-il, est une protestation contre les appétits grossiers et contre l'idolâtrie matérialiste... Il a raison d'attacher très peu de prix aux améliorations matérielles qui n'amènent pas un progrès de l'esprit et de la morale. Il faut dédaigner hautement et systématiquement tout ce qui tend à circonscrire notre vie, déjà si imparfaite, si monotone et si triste, dans les bornes matérielles où rien ne la distinguerait de celle des animaux. N'oublions pas que la perfection des arts mécaniques peut s'allier à une grande abjection morale et intellectuelle, et ne prenons pas l'accessoire de la civilisation pour le principal. Mais, d'un autre côté, n'oublions pas que la civilisation guérit nécessairement les maux qu'elle cause; que ces maux sont passagers et que les découvertes dont s'enrichit le genre humain le conduiront, sans nul doute, à un plus haut degré de perfectionnement. Nous avons une foi entière dans l'impérissable dignité de l'homme... »

Je ne transcris pas ces lignes sans émotion. Peyrat a été mon maître en journalisme et j'aime à retrouver, à reproduire ses enseignements. Renan lui écrivait : « Je suis très fier de la conformité que je trouve entre votre manière de sentir et la mienne; car vos écrits et ce que je savais de votre caractère m'avaient déjà inspiré pour vous une grande estime. Votre jugement est pour moi une vraie joie et toute une récompense. » On peut bien être heureux d'avoir eu un maître digne d'inspirer ces lignes. Vers la fin de l'empire, il m'avait fait entrer à l'*Avenir national*, dont il était le rédacteur en chef. Après le siège, les électeurs de la Seine nous envoyèrent sur la même liste à l'Assemblée de Bordeaux. Nous avons vécu ensemble ces cinq années inoubliables de Versailles, entourés de presque tous les chefs de l'ancien parti républicain. Qui n'a pas connu ces années-là ne connaît pas la force, la sincérité, la solidité des amitiés politiques, ni les souvenirs ineffables qu'elles nous

laissent. Ils ne connaissent pas non plus le prix de la discipline cordiale ni le plaisir que causent certains sacrifices. Nos anciens nous apprenaient ces vertus et nous les rendaient faciles par leur bonne humeur et leur affection. On ne fit jamais autant avec moins de ressources : nous ne faisons pas le tiers de l'Assemblée; elle était royaliste et la République a été fondée.

Si elle n'eût été que royaliste ! Mais ultramontaine, clérical, dévot, au-delà de ce qu'on peut imaginer. Les esprits étaient frappés de stupeur en voyant tout ce qui, depuis vingt années, avait couvé de jésuitisme violent et de superstitions dégradantes au fond de nos provinces dans l'âme de ceux qui se présentaient comme formant « les classes dirigeantes. » Au lendemain de nos désastres, une Assemblée française se trouvait pour accueillir favorablement les pétitions des évêques en faveur du rétablissement de la souveraineté temporelle du pape. Elle élevait le Sacré-Cœur à Montmartre; Marie Alacoque était invitée à régner sur la France; des chefs de la majorité se rendaient à des pèlerinages insensés avec des cœurs sanglants piqués sur les parements de leur redingote; les orléanistes ne suivaient pas toujours, mais ils n'osaient pas protester.

C'est de là que nous sortions lorsque

Peyrat fit entendre ce cri : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » Bien que Gambetta l'eût repris et illustré, nous l'avons trop oublié; quelques-uns même de ceux qui pouvaient passer pour leurs disciples ne s'en sont pas souvenus. Ils nous ont donné « le ralliement » et « l'esprit nouveau, » c'est-à-dire une renaissance républicaine du papisme. Sans doute, ils ont cru bien faire. Ah ! si Peyrat eût été là ! Il était devenu sénateur, vice-président du Sénat, sans avoir fléchi un instant; mais la maladie nous l'avait enlevé avant cet affaissement incompréhensible des doctrines d'une fraction du parti. Vers la fin de sa vie, lorsqu'on lui parlait de rentrer dans la presse, il répondait volontiers : « Non, non, je ne suis plus que journaliste consultant; » mais s'il avait vu et entendu ce que nous vîmes et entendîmes il y a douze ou quinze ans, s'il avait vu « l'ennemi » se glisser jusque dans nos rangs, je suis sûr qu'il serait redescendu dans l'arène; sa plume alerte et acérée, toute pleine de Voltaire, forgée par quarante ans de polémique, eût fait promptement justice de ces fantaisies funestes. Peut-être d'ailleurs, devant lui, l'on n'aurait pas osé.

HENRI BRISSON.



# Les idées

ALPHONSE PEYRAT

Je bouquine encore parfois pour me faire croire qu'il me reste quelque jeunesse. Ces jours-ci, dans un étalage, à Versailles, j'ai trouvé un ouvrage de mon vieux maître Alphonse Peyrat, intitulé *Histoire et Religion*; j'avais déjà le livre chez moi, bien entendu; j'ai pris cet exemplaire tout de même, d'abord parce qu'il porte à l'une de ses pages une correction qui m'a semblé de la main même de Peyrat, et aussi pour une autre raison que j'ai envie de dire ici, si vous le permettez.

La fille de mon vieil ami, Mme la marquise Arconati-Visconti, par des dons à Carnavalet, par des créations de chaires, plus récemment par une fondation en faveur des gardiens de la paix tués ou blessés en défendant les citoyens menacés, n'a cessé d'honorer pieusement et généreusement la mémoire de son père. Toulouse, si je ne me trompe, Toulouse, où il est né, a donné son nom à l'une de ses plus belles voies. Il y a peu de temps, Gabriel Monod consacrait un article aux débuts de Peyrat dans la critique historique où il devait briller, et longtemps, d'un si vif éclat.

Mais Peyrat n'a pas été seulement un critique; il a été — qui le sait mieux que vous ? — un journaliste, un polémiste de premier ordre. Une année environ avant la guerre, il avait fondé *l'Avenir national*; il me demanda d'y collaborer; c'est là que j'ai appris à l'aimer. Il était le meilleur des maîtres et le plus sûr des guides; toutefois, ce n'est pas du polémiste que je veux parler.

Ce petit volume, que je venais de trouver à Versailles, m'a fait revivre, dans le trajet de retour à Paris, bien qu'il traite de tout autres sujets, les cinq années que nous avons passées, Peyrat et moi, à l'Assemblée nationale, de 1871 à 1876, avec bien d'autres amis disparus, hélas ! comme lui. Et, dans ces cinq années, que de drames, que de tragédies, que de comédies parfois aussi ! Les préliminaires de paix, la Commune, le 24 Mai, la chute de M. Thiers, les tentatives des royalistes, la candidature du comte de Chambord, l'histoire du drapeau blanc, la guerre civile menaçant de renaître, mille intrigues nouées et dénouées; oui, ce petit volume me retraçait tous ces souvenirs; il n'en parle pas, mais le nom seul de Peyrat suffisait à me les rappeler.

Nous étions tous deux, Peyrat et moi, députés de Paris; il fallait se rendre tous les jours à Versailles.

Ah ! ces voyages quotidiens de Paris à Versailles, ces retours de Versailles à Paris, que de fois nous les avons maudits ! Quel ennui c'était pour les députés non fixés au siège de l'Assemblée, de prendre ces deux trains par jour ! Et quelle irritation de voir l'Assemblée persister à décapiter Paris ! Et pourtant, sans que nous nous en doutions alors, que de services nous rendaient ces déplacements journaliers ! Comme ils ont servi à former et à resserrer le parti ! Que de liens en résultaient ! Que d'amitiés s'y sont nouées ou fortifiées !

Tous les soirs, en rentrant dans Paris, Peyrat, qui me témoignait depuis longtemps une bienveillance affectueuse et qui m'avait définitivement donné son amitié, Peyrat et moi nous convenions des trains que nous prendrions le lendemain pour aller à Versailles; nous montions dans la même voiture, nous avions pour compagnons des républicains tels que Schœlcher, Arago, Edmond Adam, Martin Bernard, Testelin, et tant d'autres démocrates qui s'étaient illustrés ou signalés dans les départements par leurs luttes sous Louis-Philippe ou le second Empire. Que de considérations attachantes, soit par les souvenirs évoqués, soit par les projets conçus, soit par les lendemains entrevus, soit par les combinaisons imaginées pour déjouer la réaction ! Gambetta en était l'âme souvent, mais Peyrat souvent aussi; plus tôt timide d'ordinaire et réservé, il redoutait la tribune; mais, dans ces entretiens familiers et affectueux, il abondait en récits instructifs, en conseils plus précieux encore; son érudition était inépuisable : il connaissait par le détail la Révolution française comme s'il en avait vécu jour par jour les journées, les tumultes, les discussions, les actes; de même pour notre histoire parlementaire de la Restauration, de la Monarchie de Juillet, de la seconde République; on eût dit que les ressorts des partis les plus divers avaient joué devant lui; il connaissait leurs grandes actions et leurs petites manœuvres, leurs fautes, leurs faiblesses.

Généralement, en descendant du train, nous nous rendions tous les deux à pied de la gare Duplessis au château; il m'avait adopté, et là encore je profitais largement de ses fécondes causeries.

En séance, il fallait être la plupart du temps très exact, car, au début du moins, nous n'étions guère plus de deux cents républicains dans cette as-



Assemblée de plus de sept cents membres à laquelle nous avons fini cependant par imposer la République. Le jour où nous avons renversé M. le duc de Broglie, ce fut surtout grâce à l'absence de nombre des siens et à notre assiduité.

Parfois pourtant, la séance languissant, nous allions visiter quelques salles du Musée, et alors, devant les peintures, les statues, les bustes, les portraits, au milieu de certains ameublements, c'était l'histoire de telle ou telle époque, de tel ou tel grand personnage. Que Peyrat faisait défiler devant moi. Je ne crois pas qu'il se soit jamais autant abandonné vis-à-vis d'un autre auditeur; je ne crois pas non plus qu'un homme, qui n'était plus tout jeune, ait jamais goûté autant que je le faisais le tête-à-tête avec un maître éprouvé. Son parler était net, précis, alerte, agréable, d'ordinaire sans images et vous laissant toutefois la plus profonde empreinte. Et que de tours originaux ! que de saillies pénétrantes ! Et comme il parlait de Voltaire !

Dans nos réunions, que de conseils judicieux il savait donner ! Et comme ce maître écrivain trouvait juste la formule à communiquer à la presse !

Mais je m'arrête... Ai-je du moins su dire à peu près, pourquoi j'ai été si heureux de trouver dans Versailles un souvenir tangible de mon vieux maître ? Plus encore, mille fois plus que la mémoire des événements dramatiques que nous avons traversés ensemble, c'est le souvenir de cette affection qui m'émeut dans ma vieillesse.

Malheureusement pour moi, l'Assemblée nationale, en faisant la Constitution, avait créé un Sénat, et plus malheureusement encore, toujours pour moi, les électeurs de la Seine y envoyèrent Peyrat, tandis que je demeurais député. La distance entre le Luxembourg et le Palais-Bourbon nous sépara trop. Peyrat avait voté contre la création d'un Sénat; il avait bien raison. Notre amitié n'en souffrit pas, mais la fréquence et l'intimité de nos relations; avant même de perdre cet ami si cher, je perdis ce que je viens d'essayer d'exprimer.

HENRI BRISSON.



## ALPHONSE PEYRAT

JOURNALISTE RÉPUBLICAIN



La Ligue française de l'enseignement continue la série des grandes conférences que nous avons annoncées.

Après la conférence de M. Herriot, maire de Lyon, sur Mme Récamier, et celle de M. Camille Pelletan sur l'Opposition républicaine à la fin de l'Empire, M. Joseph Reinach a parlé aujourd'hui devant un très nombreux auditoire sur Alphonse Peyrat, journaliste républicain.

Le nom de Peyrat, a dit en débutant M. Reinach, éveille surtout le souvenir d'un journaliste et d'un politique actif; il a été cependant autre chose: un critique littéraire très averti, un exégète érudit et pénétrant, surtout un historien à qui les dures nécessités de l'existence, car il fut toujours pauvre, et les exigences absorbantes de la bataille quotidienne qu'est le journalisme n'ont point permis de donner sa mesure. Les études historiques, celles qu'il a réunies en volumes, celles qu'il faut rechercher dans la collection des journaux où il collabora, laissent à qui sait les lire le regret que leur auteur n'ait pas trouvé le loisir d'écrire le livre qu'il porta toute sa vie dans son cerveau.

Ce livre aurait été, sinon l'histoire définitive de la Révolution, car il n'y a point d'histoire définitive, du moins l'une des reconstitutions qui auraient fait revivre avec le plus d'intensité le plus grand événement des temps modernes. S'il était permis de dire d'un homme qui a été, à son rang, l'un des bons serviteurs de la démocratie, qui a contribué, pour sa large part, à l'avènement du parti républicain au pouvoir, qui a tenu longtemps dans la presse politique l'une des premières places, qui a siégé pendant vingt années dans les assemblées, s'il était permis de dire de lui qu'il n'a pas rempli sa destinée, je le dirais de Peyrat. Aussi bien le disait-il de lui-même; il ne parlait pas sans tristesse, j'allais dire sans remords, des documents, des notes innombrables qu'il avait réunis pour écrire l'histoire de la Révolution et que sa vieillesse, toute verte qu'elle fût, devait laisser inutilisés.

De ce que Peyrat n'a point écrit le livre qui fut la pensée constante de sa jeunesse et de son âge mûr, il y a certainement toute une part de vérité, plus particulièrement politique, qui n'a pas encore été établie sur les hommes de la Révolution.

Si Peyrat a été l'un des meilleurs journalistes de son temps, s'il a exercé sur nos contemporains, pendant les dernières années du second Empire, une influence souvent décisive, s'il avait acquis à l'étranger, surtout en Italie, une réputation considérable par ses articles sur les questions diplomatiques, la solidité de ses études historiques n'a été étrangère ni à ses succès passagers ni à son action durable. Les journalistes qui ne connaissent de l'histoire que ce qu'ils en ont appris sur les bancs du collège et dans quelques rapides lectures, peuvent écrire sur les événements du jour avec agrément et avec esprit, mais ils n'en aperçoivent le plus souvent ni les causes, ni le sens, ni les conséquences.

Je les comparerai volontiers à des chirurgiens qui n'auraient jamais fait d'anatomie, à des médecins qui n'auraient point fait de stage dans les hôpitaux. S'ils savent, pour l'avoir entendu dire, que l'histoire est un éternel recommencement, ils ne savent pas distinguer au moment où il faudrait ce qui se recommence. Ils tombent par conséquent dans les mêmes erreurs où les partis, leur propre parti ou d'autres, ont déjà glissé, dans les mêmes pièges; ils se laissent conduire, parfois, comme par la main, aux mêmes surprises et aux mêmes déceptions. Que surgissent à nouveau Clodius ou César, l'éternel « charcutier » ou l'éternel Macédonien, ils ne le reconnaissent pas. Entre tous les aventuriers de la politique dont l'opinion s'est engouée de nos jours, le général Boulanger était facile à déceler; on était humiliant. « Je le connais, m'écrivait Castelar, c'est un général espagnol. » « Saint-Arnaud de baïlé-concert », disait Ferry.

Dans le même temps, qui nous parut très long, presque toute la presse le saluait sérieusement comme le type du soldat républicain. Prévoir, la première qualité, avec le caractère, qu'il faille réclamer de quiconque se mêle des affaires, c'est se souvenir, comparer et déduire. On considère parfois la clairvoyance comme une sorte d'instinct supérieur; mais l'instinct lui-même, l'instinct des animaux, n'est que de l'expérience accumulée. La plupart des idées politiques que les événements ont justifiées, les avertissements que les partis et parfois les pays se félicitent ou qu'ils regrettent le plus de n'avoir pas entendus, découlaient presque toujours de connaissances historiques approfondies. Il y a des prophètes: ce sont les grands historiens. Les prophéties peuvent être les plus étonnantes qui soient ce sont les discours de Thiers avant et après Sadowa, sur les affaires d'Allemagne et d'Italie.

M. Joseph Reinach rappelle ensuite que Peyrat avait fait de fortes études théologiques et il le montre: « Sortant plus solidement trempé de ses études de métaphysique religieuse, s'y obligeant à raisonner serré, à enchaîner son raisonnement avec une extrême vigueur, à donner à sa logique la forme nette des bons classiques. Ces qualités sont autrement rares, autrement utiles, même dans la presse, que l'éclat, et même que l'esprit. J'ai causé quelque étonnement quand j'ai écrit pour la première fois, à propos d'un autre journaliste, que ceux qui ont

été nourris de la moëlle des lions qu'est l'étude de ces grands problèmes en ont été plus forts pour toute la vie. Sans sa longue fréquentation chez les Messieurs de Port-Royal, Sainte-Beuve n'aurait pas été le premier critique littéraire de son temps. »

M. Reinach raconte la carrière de Peyrat. Il le montre arrivant à Paris après la révolution de Juillet, collaborant à la *Tribune* d'Armand Marrast et de Godefroy Cavaignac et faisant poursuivre le journal pour son premier article. Peyrat passa ensuite au journal *la Presse* que venait de fonder Emile de Girardin.

Je n'ai pas à redire, après tant d'autres, poursuit M. Reinach, quelle révolution dans le journalisme fut la fondation de la *Presse* d'Emile de Girardin, d'un journal quotidien à bon marché, couvrant par une publicité décapée les pertes résultant du bas prix de l'abonnement, et, dès lors, s'adressant, non plus à un parti, mais au public, ménageant à l'ordinaire le pouvoir, respectueux des personnages dynastiques, libéral et démocrate, indulgent aux préjugés et dur aux abus, et nécessairement encore pacifique parce que les intérêts ont besoin de la paix.

Que nos journaux d'aujourd'hui, nos journaux à cinq centimes et à un million d'exemplaires, avec leurs titres en gros caractères, leurs formules simplistes et pénétrantes qui « harponnent » le lecteur descendant en droite ligne de la *Presse*, d'Emile de Girardin, il n'y a point de doute. Mais quel chemin parcouru depuis le mois de juillet 1836!

La *Revue historique* a reproduit récemment l'un des premiers articles que Peyrat donna à la *Presse*. C'est, à l'occasion du 3<sup>e</sup> volume de l'*Histoire de France* par Michelet, une dissertation de plus de 800 lignes en petit texte sur les périls et les incertitudes des grandes synthèses, l'impossibilité de formuler des idées générales en l'absence des centaines de monographies que réclame l'étude d'une époque aussi complexe et aussi vaste que le moyen âge et les erreurs particulières que son besoin de tout généraliser a fait commettre à l'éloquent auteur de cet ouvrage « prématuré ». Quel est le journal, même à quinze centimes qui ouvrirait aujourd'hui ses colonnes à un pareil article?

Quand on a connu, même sur son déclin, la force extraordinaire que fut Girardin: quand on a vu jaillir de ce cerveau, toujours en travail, tout ce qui s'élançait d'un volcan en éruption, lave et flamme; quand aux heures difficiles, on a senti tout un peuple immense de lecteurs se reconforter et s'enhardir à ses sons de clairon; et, même aujourd'hui, quand le hasard d'une lecture nous faisait retrouver l'une ou l'autre des idées qu'il lançait chaque jour à travers le monde, nous y reconnaissons la forme de quelques-unes des lois politiques ou sociales qui sont inscrites au bilan de la République, on comprend l'attrait que ce diable d'homme, qui tenait également de Beaumarchais et de Turgot, exerça, malgré ses tares, sur le jeune homme qu'était Peyrat.



En quittant Marrast pour Girardin, il alla de la déclamation à l'action, du théâtre à la vie. Comme Girardin, par largeur d'esprit et quelquefois aussi par calcul, afin de se garder des portes ouvertes sur tous les partis, laissait à ses rédacteurs une grande liberté, on comprend que la collaboration de Peyrat à son journal se soit prolongée à travers trois révolutions, pendant plus de vingt années, avec une seule interruption.

En 1865 Alphonse Peyrat fonda l'*Avenir national* et put, comme dit M. Reinach, « se mettre dans ses meubles, dire sa pensée telle qu'elle lui venait sans la décolorer ou sans la charger en couleurs. »

Les principaux collaborateurs de Peyrat à l'*Avenir national* furent : Alain Targé, Desonnaz, Frédéric Morin et Henri Brisson. Ce journal eut de nombreuses polémiques, notamment avec les journaux de droite sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, dont Peyrat fut un des premiers précurseurs et sur la forme de gouvernement avec l'*Union libérale*.

M. Reinach raconte la fameuse polémique qui s'engagea entre l'*Avenir national* et le *Temps*, Peyrat et Jules Ferry, au sujet du livre de Quinet : *la Révolution*.

Les articles de Ferry, dit M. Reinach, qui témoignent de fortes lectures et d'études déjà très avancées à la fois sur la nécessité d'un gouvernement démocratique et sur les difficultés qu'en rencontre l'établissement, furent une adhésion complète à la théorie de Quinet contre la dictature révolutionnaire, adhésion d'historien, mais aussi adhésion de politique, et celle-ci plus solide et plus vive encore que celle-là.

Les deux contradicteurs finirent par tomber à peu près d'accord.

M. Reinach termine en rappelant la participation de Peyrat à la souscription Baudin, puis son élection en 1871 à l'Assemblée nationale, son élection en 1876 au Sénat. Ce fut dans l'une des réunions électorales de 1876 qu'il laissa tomber la phrase dont Gambetta, quelques mois après, allait faire une formule historique : « Et comme l'a si bien dit mon ami Peyrat, le cléricalisme, voilà l'ennemi. »

Peyrat mourut le 31 décembre 1890, le jour anniversaire de la mort de Gambetta et presque à la même heure. Le lendemain de la mort de Peyrat, Ferry écrivit à sa fille, la marquise d'Arconati, la lettre suivante, dont M. Reinach a fait la péroraison de son discours :

Je pars pour les Vosges où m'appellent les élections sénatoriales. Je ne pourrai donc à mon profond regret rendre le suprême hommage à votre noble et vénéré père.

Le chagrin s'ajoute à la douleur que cette mort met au cœur de tous les républicains qui n'oublient pas, de ceux-là surtout qui ont été les témoins d'abord, les admirateurs et plus tard les compagnons de lutte d'un vaillant entre tous les vaillants, de ce fidèle, de ce clairvoyant.

Ce fut, au milieu des épreuves qui n'ont point été épargnées à ma vie publique, dans les jours des plus rudes combats comme aux heures de déception, une force, un secours, une fierté singulière de me sentir en constante communion avec ce noble esprit, de tremper si fine et si vigoureuse et de si parfaite bonne foi. Son amitié était un support; son estime une récompense. Il ne m'a refusé ni l'une ni l'autre. J'en garderai toute ma vie le pieux souvenir. — JULES FERRY.

---



Temp 10 Avril 1908

# La Vie à Paris

Un don au Collège de France. — Les jeudis de la marquise Arconati-Visconti. — Savants et causeurs. — H. Roujon et Jaurès. — Un journaliste d'autrefois : Alphonse Peyrat. — Maupassant et M. Paul Marguerite au ministère. — Lettre de Léon Gambetta. — La « tata ». — Fondations littéraires. — A la recherche de la disparition des joueurs d'orgue. — La lanterne magique. — Gounod et les orgues. — Le dernier discours de Danton. — De l'importance des orgues de barbarie sur la musique.

Vous avez lu que Mme la marquise Arconati-Visconti vient de faire don aux professeurs du Collège de France, pour encourager les études et les étudiants qui suivent les cours de maîtres illustres, d'une somme de cinquante mille francs dont profiteront bien des jeunes gens dignes d'intérêt et que leurs thèses — *la thèse à faire*, eût dit Sarcey — n'enrichissent pas. La marquise Arconati n'en est pas à sa première libéralité. De sa fortune elle fait vraiment le plus noble usage. Elle donne au Louvre des œuvres d'art, d'un prix inestimable. Elle rachète, après la mort du savant et séduisant écrivain, la Bibliothèque de Gaston Paris et la met à la disposition des étudiants et des travailleurs. Elle ne demande rien pour ces largesses de grande dame intellectuelle, rien que la fidélité au souvenir de son père, de la part de ceux qui profitent de tels dons.

Elle porte un des grands noms d'Italie ; mais elle n'oublie pas qu'elle est la fille d'un des hommes qui ont le plus honoré le journalisme français et par son talent et par son caractère, et le buste d'Alphonse Peyrat, placé dans la bibliothèque offerte par la marquise, semble présider aux travaux, aux recherches de ceux qui viennent consulter les livres rares laissés par Gaston Paris.

Figure austère à la fois et charmante que celle d'Alphonse Peyrat, inflexible dans ses polémiques, souriant et spirituel dans ses propos, sorte de bénédictin laïque, sachant tout, ayant tout lu, journaliste de race, écrivant quelque article magistral sur Bossuet après quelque pénétrante étude sur *Clarisse Harlowe*, gardant jusque dans ses plus graves et profonds écrits je ne sais quoi de cette grâce toulousaine dont il avait, en sa parole, conservé l'accent ; donnant à sa conviction je ne sais quel charme persuasif uni à la passion la plus ardente. Un maître écrivain, un maître journaliste. Un de ces journalistes d'autrefois, épris des idées et armés de science, et qui s'étonneraient peut-être de la futilité, d'ailleurs agréable quand elle n'est ni absurde ni diffamatoire, d'une grande partie du journalisme d'aujourd'hui.

Il m'a été donné de l'avoir pour guide à mes débuts, lors des campagnes politiques de l'*Avenir national*. Le culte de ces polémistes était avant tout la vérité. C'est par la vérité, par l'affirmation et le contrôle de l'histoire, qu'ils voulaient arriver à la liberté. Un autre de mes rédacteurs en chef, opposé à Alphonse Peyrat par les doctrines, semblable à lui par la loyauté et la méthode, Adolphe Guérout, ne me disait-il pas, lorsqu'à l'*Opinion nationale* je succédai à Francisque Sarcey (passant au *Temps*) : « Il faut dégager de toute œuvre d'art ce qu'elle peut contenir de progrès social » ? Oui, même dans un vaudeville, la critique pouvait, pensait-il, trouver un élément progressif. Les nudités actuelles, qu'on pourchasse, en contiennent-elles ?

Ainsi le saint-simonien et le jacobin se trouvaient d'accord pour dicter au « journal » des lois de respect et des devoirs de conscience.

Nous parlons souvent de ces temps héroïques du journalisme, de ces années où il n'était point sans danger d'écrire et où l'on avait tant de joie à rêver, à préparer un libre avenir ; nous en reparlons dans ces réunions de quinzaine où la marquise convie — parmi ses marbres et ses statues d'Italie, — quelques hôtes d'habitude, choisis entre les maîtres de la science qu'elle vient d'honorer : un Abel Lefranc, dont le cours nous assure un Molière très nouveau, profondément étudié, inattendu, dirais-je, si je n'avais vécu cette vie même, poignante et admirable ; un Joseph Bédier, qui des fabliaux, des poèmes du moyen âge parle avec une conviction séduisante et un art exquis ; un G. Monod, magistral et simple à la fois, accueillant, attendri dans son amour de la justice. Souvent, à des discussions politiques où la dialectique de Reinach se heurte à la voix ardente de Jaurès, vient se mêler la verve spirituelle, si française et si charmante, d'Henry Roujon : — Ah ! Jaurès, si la politique voulait bien vous lâcher, quel merveilleux professeur de littérature vous feriez au Collège de France !

C'est qu'Henry Roujon, avant toute chose, a l'amour des lettres. Et que si la question de l'impôt sur le revenu le préoccupe, comme tous les Français de l'heure présente, un vers de l'édition nouvelle de Chénier ou le problème de savoir si Blaise Pascal fut un fourbe l'intéresse passionnément. Comme tous les gens qui pensent, cet évadé, ce libéré de l'administration semble ne respirer que pour les choses d'art et les « humanités ». C'est un Parisien d'Athènes, étudiant même les Athéniens et leurs souriants défauts avec une mélancolie particulière. Quand on songe en effet que les avertissements d'un Démosthène peuvent devenir une actualité !

Tel il est aujourd'hui, Roujon, tel il fut toujours. Il conte avec son esprit habituel, en son dernier livre, la *Galerie des bustes*, l'entrée de Guy de Maupassant dans les bureaux du ministère de l'Instruction publique. C'était Flaubert qui avait recommandé le jeune homme à M. Bardoux ; Maupassant, paraît-il, fut rue de Grenelle un employé exemplaire. « Il était bien noté. Tant pis si cela gâte une légende. » Puis, au lendemain de la publication de *Boule-de-Suif*, Roujon et M. Xavier Charmes obtinrent du ministre, qui n'était plus Bardoux mais Jules Ferry, une année de congé — c'est-à-dire la liberté d'écrire — pour le jeune et déjà grand écrivain.

« Parmi toutes les joies que m'a données le service de ce chef incomparable, dit Roujon en parlant de Jules Ferry, j'aime à me rappeler qu'un papier signé de son nom a rendu à lui-même et aux lettres un des premiers écrivains de notre âge. »

— Ça y est ! ça y est ! répétait Maupassant, joyeux, en contemplant l'arrêté ministériel.

Mais l'auteur de cette remarquable *Galerie des bustes* — où Mallarmé voisine avec Shelley et Charles Cros, qu'on admire à la galerie A.-A. Hébrard, avec Villiers de l'Isle-Adam — n'a pas seulement été serviable à Maupassant, comme à tant d'autres. Voici ce que je lis dans les « souvenirs » d'un autre écrivain qui honore ce temps et qui fut, lui aussi, employé — mais non pas « employé exemplaire » comme Maupassant — en un bureau de la rue de Grenelle. C'est M. Paul Margueritte.



« Henry Roujon, alors sous-chef de cabinet, qui m'a aperçu à Valvins, chez Stéphane (Mallarmé), — là j'avais aimé sa fine tête de moustiquaire sous un béret crânement campé, ses regards vifs, sa voix chaleureuse, — Henry Roujon, après l'accueil vague et courtois du chef de cabinet, Alfred Rambaud, me souhaite la bienvenue d'une réchauffante poignée de main, Je ne pressens pas encore ce qu'il sera pour moi : une protection discrète, une bonté vigilante à qui, déplorable employé et écrivain en révolte, je devrai de garder une place qu'on départirait si volontiers à d'autres... »

Et dans ces pages de mémoires littéraires, les *Jours s'allongent*, M. Paul Margueritte montre Roujon, ami des lettres, fermant les yeux sur

les tâches irrégulières, les absences furtives ; et reconnaissant, le romancier ajoute : « Ces années de geôle calme, mais aussi d'incubation mentale, d'efforts littéraires en gésine, c'est à Roujon que je les dois, et je l'en remercie. »

Il est très glorieux d'écrire des pages exquis-ses comme celles qui composent la *Galerie des bustes*. Mais c'est un honneur aussi d'avoir, au début de leur carrière, aidé, réconforté, affranchi de tels écrivains. Je vois que tout le monde n'a pas mâché le népenthès, la fleur d'oubli. M. Paul Margueritte se souvient. D'autres aussi se souviendront. A côté de l'innombrable cohue des ingrats ou des apaches, qui pour un ruban d'académie refusé ou un lever de rideau non accepté seraient tentés de vous déchi-queter et de vous déshonorer (et un surintendant des beaux-arts en rencontre autant qu'un directeur de théâtre), il y a aussi les braves gens dont l'amitié réchauffe et dont la fidélité console. Ceux-là sont « en marge » souvent. Mais la marge où le penseur crayonne son observation et son jugement — la marge où l'ami signe son nom avec les mots de gratitude — vaut parfois mieux que le livre lui-même. Et au surplus, tout dépend du livre.

Ainsi parle-t-on du passé, plus encore que du présent, chez la marquise, le jeudi. De la *Jeanne d'Arc* d'Anatole France, il y est plus question que de la pièce nouvelle, et fréquemment le souvenir de Gambetta revient dans les propos de ces hôtes de choix.

Les lettres que pourrait publier X..., la confidente supérieure du tribun, seraient même plus utiles à la mémoire de l'homme d'Etat que ces cursifs billets d'amour qu'on aurait pu laisser dans les cartons de Mme Léon. Il en est, de ces confidences écrites, où Gambetta se livre dans toute la hauteur de sa pensée, souvent dans toute la profondeur de son chagrin.

Par exemple, celle-ci, qu'il adressait à la marquise Arconati-Visconti lorsque mourut la tante Massabiau, la chère « tata », comme il disait, qui avait été sa « nourricière », sa compagne maternelle, quelque chose comme la « niania » des contes de Tourguénief ou de Tolstoï.

La lettre est superbe, et « de la veine pincée, le sang jaillit », comme disait Michelet.

Nice, le 1<sup>er</sup> avril 1878.

Chère et bien tendre amie.

Je vous attendais, votre plainte devait faire écho à la mienne. J'en ai été plus ravi que surpris, permettez-moi de l'écrire. Je vous connais bien, au tréfonds, bien que courtes furent les heures. Je vous suis bien reconnaissant du plus intime de mon cœur de cette douce harmonie dans la douleur.

Vous avez deviné, avec votre infailible instinct de femme, l'étendue de la perte que je viens de faire. Celle qui est morte fut pour moi plus efficace que la fortune ; elle avait à force de patience, de prudence, de tendresse, de perspicacité, de souplesse et de divination, discipliné ma fortune, et je lui dois ce qu'il y a de mieux dans ma vie et dans mes espérances.

A vous à qui je peux tout dire, je conterai un jour ce que fut cet être adoré et infailible, qui sut à travers toutes les ombres et tous les orages me ramener constamment au but, et faire bonne garde, en matrone romaine, autour de ma destinée.

Je sens presque délicieusement, au milieu de mon deuil tout mouillé de larmes, le plaisir de sentir que vous l'avez comprise. Je m'en réjouis comme d'une survivance qui lui serait advenue, et je vous remercie de me l'avoir fait connaître.

Très désorienté, mais fortement réconforté par votre propre attendrissement, je vous envoie mes premières paroles : merci.

Votre tout dévoué ami,

LÉON GAMBETTA.

On aime à surprendre dans la simplicité, la vérité, la violence attendrie de sa douleur privée, l'homme qui souffrit, à en crier, à en pleurer, de la douleur publique, le patriote qui aimait la France non pas jusqu'à la folie furieuse, comme disaient ses ennemis, mais jusqu'à la sainte folie du patriotisme, la folie du drapeau déchiré, la folie de la colère suprême, éperdue, la folie de l'honneur.

Et c'est parce que la marquise italienne est demeurée la Française de ces années de douleur, qu'elle donne à cette France adorée du tribun, son ami, les œuvres d'art pour ses musées, les livres de prix pour ses bibliothèques, des subsides pour les chercheurs pauvres. Et le buste de marbre d'Alphonse Peyrat sourit, bienveillant, aux libéralités de sa fille.

Comme je m'attardais au souvenir de ces « haltes » en cet hôtel de la rue Barbet-de-Jouy où un incendie détruisit, il y a quelques années, les plus délicieux tableaux que Paul Baudry eût signés, j'ouvre un journal et j'apprends qu'il n'y aura bientôt plus à Paris de joueurs d'orgue, de barbarie.

JULES CLARETIE.

Recueilli dans

La Vie à Paris 1908, 109-116



# La Vie à Paris

Du duel et des différentes sortes de duels. — La leçon de Molière. — Un maître d'armes : M. Kirchhoff. — Les agents blessés. — La fondation Alphonse Peyrat et la marquise Arconati Visconti. — Un journaliste d'autrefois. — L'*Avenir national*. — Les orphelins de la bataille quotidienne. — Un déjeuner à Zacconi. — Les artistes italiens à Paris. — Un monument à la Ristori. — Mme Réjane. — Souvenirs d'une première représentation. — Salvini et les inondés de France.

J'avoue que je comprends beaucoup mieux ces hommages pratiques et utiles que les glorifications posthumes immédiates qui n'ont d'autre but que de mettre en avant et en scène les glorificateurs. J'ai trop souvent, par devoir, pris part à ces apothéoses et je suis forcé bien souvent de m'y associer. Mais les œuvres préférables sont celles qui vont aux vivants ou consolent les survivants.

Et c'est à cette récente fondation Alphonse Peyrat que je songe et qui fait honneur à la fille du maître journaliste, Mme la marquise Arconati Visconti. En s'adressant au préfet de police pour fonder une caisse en faveur des agents frappés dans l'exercice de leurs fonctions ou de leurs orphelins et de leurs veuves, la marquise savait bien qu'elle causerait une vive joie à M. Lépine, le chef dévoué de ces autres soldats. Lorsqu'un agent est « descendu » par un malfaiteur, on lui porte sur son lit d'hôpital une médaille qui fait plaisir sans doute à l'agonisant et lui donne l'occasion de répéter le « C'est bien beau ! » de tout à l'heure. Mais le lendemain, le lugubre, le terrible lendemain ? Mais les petits qui ont besoin de vivre maintenant que le père est mort ? Car ils ont aussi des petits, les « flics » que « dégringolent » les partisans à peine pubères du « citoyen Browning ».

La marquise Arconati a pensé à ces survivants, aux enfants sans père, à ceux que le crime qu'ils ont combattu condamne à laisser en mourant de la misère au logis en deuil. Et elle a voulu, comme elle l'a fait pour mainte œuvre durable, que le nom de son père fût associé à ses libéralités. Lorsqu'elle acheta pour la donner à l'Ecole des chartes l'admirable bibliothèque de Gaston Paris, elle ne demanda qu'une faveur au ministre, c'est que dans la salle où seront les livres une inscription rappelât de nom d'Alphonse Peyrat.

Lorsqu'elle releva au Collège de France la chaire de Michelet, et lorsqu'elle donna ce qu'il fallait pour permettre à des professeurs de poursuivre et de publier des travaux d'érudition entraînant de considérables dépenses, ce fut au « fonds Peyrat » qu'on puisa. Les élèves de l'Ecole des hautes études qui n'ont pas le moyen de faire éditer leurs thèses les voient imprimées avec cette mention : « Thèse publiée avec le fonds Arconati Visconti mis à la disposition de l'école en souvenir de son père Alphonse Peyrat. »

Il y a là une pitié touchante dans le souvenir et le dévouement à une mémoire que ne peuvent oublier d'ailleurs ceux qui ont connu Peyrat. Ce fut un maître journaliste des temps héroïques du journalisme militant et pauvre, du journalisme qui se souciait plus des idées que des racontars et risquait à la fois, pour ses convictions, sa vie quotidienne et sa liberté.

Nous n'avions, à l'*Avenir national*, dans nos petites salles de rédaction, que des tables de bois blanc, et nous ne nous doutions pas qu'un jour il y aurait dans les journaux des salles de dépêches décorées comme des salons. Le cabinet du rédacteur en chef, sans ornements aux murailles, dans le vieux bâtiment de la rue d'Aboukir, ressemblait à une cellule monacale. Mais il y avait là un écrivain de race, d'une culture supérieure, un polémiste armé de science et de courage, un charmant homme, accueillant aux jeunes, conseiller profond et averti, qui critique littéraire et politique à la fois, faisait de la littérature et de la politique de « sommets », si je puis dire. L'autre jour, en visitant les Archives nationales, j'ai retrouvé, dans une petite salle soigneusement aménagée, les livres de la bibliothèque d'Alphonse Peyrat -- bibliothèque

de penseur, d'historien, de chercheur épris des questions et controverses religieuses, — et j'ai revu l'exemplaire des *Révolutions de France et de Brabant* si rare, que Peyrat m'avait avec tant de bienveillance autorisé à consulter. Volume précieux, avec au dos de la reliure la cocarde tricolore qui succéda à la cocarde verte arborée par Camille Desmoulins dans le jardin du Palais-Royal... Cette petite cocarde sur la reliure d'un livre où il n'est question que de liberté, c'est un beau rêve de ma jeunesse !

J'entends la belle voix à l'accent toulousain de celui que ses collaborateurs d'autrefois appellent encore « le patron », répéter :

— Travaillez, travaillez ! Il n'y a que la science qui sauve, et dans vingt ans on sacrifiera les livres aux faits et les articles de fond aux dépêches télégraphiques !

Et maintenant c'est aux « agents blessés dans l'accomplissement de leur devoir » que songe la marquise Arconati en souvenir du fondateur de l'*Avenir national*. L'agent de police, le « flic », pour l'appeler comme ils l'appellent, est fait, dirait-on, pour recevoir des coups. C'est sa fonction. J'étais non pas surpris, mais frappé, dimanche dernier, pendant une représentation cinématographique de ce que l'affiche intitulait la *Grève des maçons*, de la manière dont le public, le bon public, un public d'honnêtes bourgeois, accueillait le spectacle de cette grève, d'ailleurs imaginée et non tragique.

Rue Claretie



# Ce qu'on dit à Rome

## SUR LA MORT DE GAMBETTA

(De notre correspondant de Rome)

La commémoration, aux Jambettes de la mort de Gambetta, donnera, je l'espère, quelque actualité à ces notes que je vous envoie.

Comme je montais tout dernièrement à Santa Maria Maggiore, je longeai le joli palais de la duchesse Litta ; la maison était close et sombre, et, malgré moi, je me représentai la coquette demeure, si élégante au temps où le roi Humbert venait, chaque soir, visiter sa vieille amie ; je voyais toujours, alors, en rentrant chez moi, vers six heures, le coupé bleu et rouge, à la livrée royale, attendant à la porte de la duchesse.

A Rome, personne ne prenait garde à cette ancienne liaison, tout le monde savait qu'étant prince royal, Humbert avait eu un fils de la duchesse, et qu'il avait conservé un très grand attachement pour la mère et pour l'enfant.

Plongé dans d'étranges réflexions sur la fuite du temps, sur la fragilité des choses humaines, sur la moralité des puissants, je m'étais un instant assis sur un banc de la promenade, en face du palais, lors que je vis venir à moi mon vieil ami « le diplomate » qui sortait, tout à côté, de la maison Ratazzi.

— Eh quoi ! Je vous trouve en contemplation devant les fenêtres de la duchesse Litta ? Vous évoquez, j'en suis sûr, l'image de notre vieux roi, et vous pensez à cette liaison devenue une amitié tout à fait charmante ? Savez-vous qu'à Monza, aussitôt après l'assassinat du Roi, la Reine Marguerite voulut elle-même prévenir la duchesse, et l'autoriser à embrasser une dernière fois son vieil ami sur le lit de mort ?

— Je sais cela, et depuis longtemps, je n'ignore pas que la reine Marguerite n'est pas une âme vulgaire ; mais si l'on a peu parlé de ce geste assurément très beau, la presse des deux mondes est toute remplie, en ce moment, des amours de Gambetta et de Mme Léon. Que dites-vous de la mort du « tribun », vous qui savez tant de choses ?

— Oh ! tout ce qui se dit à ce sujet m'intéresse passionnément, fit le vieux diplomate. Au cercle des chasseurs, nous lions, l'autre semaine, l'article si amusant d'Edouard Drumont, sur l'influence d'un misérable chien dans tout ce drame. C'est ironique et mordant, comme du Saint-Simon, et pourtant ce n'est pas le chien qui fut la cause première de la tragédie.

Mon vieil ami, qui appartient à la noblesse piémontaise, la race conquérante ac-

Le vieux diplomate prit familièrement mon bras, et, comme nous traversions la via Cavour, il commença ainsi :

— Savez-vous que Gambetta avait un ami très intime qui se nommait Peyrat, et qui était sénateur ?

— Oui, j'ai entendu vaguement parler de ce personnage.

— Ce Peyrat, qui était un radical à tous crins, un farouche Libre Penseur, qui s'est fait même enterrer civilement, avait une fille fort belle, qui plut fort à un riche seigneur italien séjournant alors à Paris, le marquis V.... Le marquis, très épris, après avoir vainement essayé d'approcher la fille, sollicita sa main en justes noces.

— Ah ! Et le citoyen Peyrat fut très flatté de cette recherche aristocratique ?

— Non, c'était l'argent qui plaisait au démocrate, mais le titre, au contraire, le gênait. Il s'en fut donc consulter l'ami Gambetta, qui, après avoir réfléchi, l'engagea à faire célébrer en hâte cette union, devant tous les curés que désirerait le marquis, à la condition que le jeune couple irait au plus vite vivre dans la ville Eternelle.

» A Rome, la marquise se créa bientôt une grosse situation ; dans le monde de la Cour, dans la noblesse noire, elle fréquenta chez les plus grands avec le même succès, tant et si bien qu'en plein ordre moral, elle fut le véritable ambassadeur et le correspondant de Gambetta en Italie.

» En même temps, qu'elle intriguait au Vatican ou au Quirinal, elle servait d'intermédiaire entre la Maçonnerie française et l'irrévérence italienne, et elle nouait tous les fils ténus de sa trame, à l'insu de son mari.

« C'était M. Journeaux, sénateur de Seine-et-Oise et maire de Sèvres, qui négociait le plus souvent entre Rome et Paris, toutes ces choses si délicates ; ce brave sénateur qui était en même temps vénérable d'une Loge, profita même d'un de ses voyages, pour faire nommer son curé de Sèvres, évêque.

— Oui, je me souviens, ce fut Mgr Fleury Otto qui fut, du reste, un excellent prélat, malgré cette origine singulière.

— Oh ! la marquise en fit bien d'autres ! Enfin, par son dévouement aux idées de Gambetta, par son intelligence merveilleuse, par ses services constants, cette femme s'était acquis des droits à la reconnaissance et aussi à l'affection du tribun. Lorsqu'elle devint veuve, Gambetta était président de la Chambre des députés ; sans avoir pu parvenir à l'élégance de Morny, il se montrait fastueux, recevait largement et, en attendant la Présidence de la République, alors qu'Arnould de l'Ariège s'occupait de ses équipages et de son train, il voulait se créer un foyer, il sentait la nécessité d'avoir une femme qui sût accueillir les plus grands personnages. Gambetta pensa alors que la marquise ferait une délicieuse, une idéale présidente de la République, et il manifesta à deux personnes de son entourage le désir de l'épouser.

— Cet homme comprenait mieux que les autres les nécessités d'un si haut emploi.

— C'était un Italien, il avait plus de finesse que vos démocrates ordinaires, l'idée était en effet très heureuse ; pour le monde diplomatique, pour les cours, pour les souverains de passage, la marquise devait rester toujours la belle mondaine dont l'élégance et le ton avaient fait époque à Rome et pour la démocratie française, elle ne cessait d'être la fille du citoyen Peyrat.

— Très juste !

tuelle de l'Italie, m'avait déjà fourni tant de précieux renseignements que je ne pouvais douter de lui

— Je vous en prie, dites-moi tout, parlez, fis-je avec insistance.

— Mon cher, c'est toute une histoire. Vous allez vers l'Esquilino ?

— Je rentre via Gioberti.

— Nous avons le temps.



Le seul obstacle à la réalisation de ces faux projets, c'était Mme Léon, la vieille maîtresse, qui n'avait pas l'âme désintéressée d'une Reine et dont la jalousie ombrageuse exaspérait depuis longtemps le tribun. Comment sut-elle les desseins matrimoniaux de son ami ? Par une indiscretion préméditée, dit-on, de Joseph Reinach qui redoutait l'influence de la jeune femme ! Je ne sais. Toujours est-il qu'elle connut ces beaux projets et que cela ne rendit pas la vie facile au faux ménage. Gambetta se montra-t-il alors irrité contre son amie, et la faute d'un domestique fut-elle le prétexte à une scène qui fit déborder l'amertume du cœur de Mme Léon. Cela est probable, mais la cause efficiente du drame des Jardies fut le mariage projeté entre la marquise V. et Léon Gambetta et cette femme ne se consola jamais de n'avoir pas rempli le grand rôle pour lequel elle était si bien faite.

— Qu'est-elle devenue ?

— Elle n'est plus à Rome, mais elle ne s'est point désintéressée de la politique. Comme elle est fort riche, elle donne volontiers pour la propagande, et de temps à autres, je trouve son nom aristocratique parmi les souscripteurs les plus déterminés de vos journaux avancés.

« En parlant de la mort de Gambetta, Joseph Reinach a eu soin de taire le nom de la marquise. M. Ranc feint de tout ignorer ; mais je ne puis croire que M. Henri Rochefort, un des hommes les plus documentés des dessous de l'histoire contemporaine, ne soit point renseigné à ce sujet et je ne serais pas surpris de lire, un jour, quelque malicieuse allusion au rôle de Reinach dans tout cela.

J'avais, sans l'interrompre, laissé mon ami donner libre cours à ses souvenirs, nous étions à ma porte, je voulus le reconduire, il s'y refusa. *A rivederci*, à nous revoir, me dit-il affectueusement, je serrai sa main et je pris congé.

*Libre Parole 22 Janvier 1902* Ignotus.



## L'HÉRITAGE DE LA RÉPUBLIQUE

Nous avons dit que la République avait donné à la France ses frontières naturelles, et que l'Empire les a perdues. C'est une question fort grosse, dit le *Pays*, et il attend le moment opportun de nous expliquer « que le plus grand et peut-être le seul malheur de l'Empire fut de s'établir avec les charges contournées dans l'héritage de la République. » — Et il ajoute : — « L'histoire impartiale fera un jour le départ de la gloire, qu'il ne dut qu'à lui, et des malheurs qu'il dut à une situation extérieure, déjà engagée à l'époque de son avènement. »

Le *Pays* prend là un engagement bien imprudent.

Si quelque chose a pesé sur le premier Empire, ce n'est pas l'héritage de la République : cet héritage, Napoléon l'a d'abord pris violemment; il l'a ensuite dénaturé, gaspillé, renié, et c'est ainsi, malgré son génie et ses victoires, qu'il a compromis la France, et qu'il s'est perdu lui-même.

L'Empire, dit le *Pays*, dut ses malheurs « à une situation extérieure déjà engagée à l'époque de son avènement. » C'est une erreur absolue, et il est impossible de dénaturer plus complètement l'histoire. A son avènement, Napoléon entra dans une voie où la fatalité de son ambition devait le pousser irrésistiblement à l'abîme, et si, alors, la situation fut engagée de manière à amener le dénouement de 1814, c'est lui, lui seul qui l'engagea.

Par le traité de Lunéville, la France, établie dans ses frontières naturelles, avait une situation unique dans son histoire; et par le traité d'Amiens, le repos avait été rendu au monde après une guerre de dix ans.

La France conservait le cours de l'Escaut, de la Moselle, de la Meuse, la rive gauche du Rhin, les Pays-Bas autrichiens, la Flandre hollandaise, la Savoie, Genève, Nice; elle avait la haute main sur les Républiques helvétique et ligurienne. L'Autriche, notre ennemie invétérée, était affaiblie en étendue, en revenus, en population. La Prusse, qui aurait pu balancer notre influence en Allemagne, nous offrait des frontières ouvertes sur tous les points, et le corps

germanique, privé de ses plus belles provinces sur une surface de 2,500 rées, ne songeait qu'à se mére amitié et notre appui.

donc que si la situation extérieure engagée, c'était dans le sens de notre influence et des relations internationales.

érieur, la situation n'était pas brillante. Les manufactures, ou encouragées par la Révolution, en pleine activité dans toute la lique. L'agriculture était florissante, le travail partout rétabli et les forces s'élançaient sur toutes les mers. Révolution, jusqu'à ce moment, avait une suite d'héroïques sacrifices : dédommagements commençaient.

mais il n'avait été plus facile de concilier tous les besoins de l'ordre et toutes les garanties de la liberté. La France ne demandait qu'à être gouvernée

loyalement, et à voir s'affermir les conquêtes qui avaient coûté dix ans d'efforts et un million d'hommes.

Ainsi, gloire, influence, prépondérance au dehors; paix, confiance, travail et sécurité au dedans : voilà l'héritage de la République.

Il ne s'agissait que de savoir ce qu'il fallait en faire Bonaparte. Il avait à choisir entre le rôle d'un général victorieux, élevant, sur les ruines de la République, une puissance menaçante pour la liberté de la France et pour la paix de l'Europe; et la gloire d'un premier magistrat, présidant, dans les limites de la Constitution et de son serment, à la destinée d'un grand pays qui n'avait mesuré pour lui ni son enthousiasme, ni ses sacrifices.

L'histoire impartiale a jugé le choix qu'il fit; les fautes et les malheurs qui en furent les conséquences. Ce jugement est définitif, et les explications du *Pays* ne l'infirmeront pas. N'importe, nous attendons ces explications avec curiosité.

A. PEYRAT.



Sur la question du jour le *Pays* nous répond en citant quelques extraits du discours prononcé à la tribune du Corps législatif par M. Granier de Cassagnac, le 18 mars dernier. Dans ce discours l'honorable député du Gers déclare qu'il croit aux frontières naturelles et « au droit de la France de définir elle-même ses intérêts et d'en marquer les limites. — Voilà, dit-il, les préjugés de mon patriotisme; j'en fais des droits, et appuyés sur eux, je demande d'abord la paix, la paix si on la veut, et la guerre si on l'impose. »

Est-ce clair? nous demande le *Pays*. Très-clair, mais seulement sur une question, et c'est la moins importante. La France doit s'agrandir, et, si elle trouve un obstacle, le renverser à coups de canon. Il est clair que c'est là l'opinion de M. de Cassagnac; mais il n'est pas clair, tant s'en faut, que ce soit l'opinion de la France, et il est très-clair que ce n'est pas du tout celle du gouvernement. M. Rouher a deux fois affirmé que l'état actuel de l'Allemagne nous donne plus de sécurité que sa constitution antérieure, et l'empereur, dans son discours d'ouverture, après avoir déclaré que les événements de l'année dernière se sont accomplis fatalement, conformément à la pensée de son oncle, ajoutait : « Rien, dans les circonstances présentes, ne peut éveiller nos inquiétudes. »

Jusqu'à nouvel ordre, le *Pays* est donc seul pour reprendre par la force nos frontières naturelles, et pour les arracher à l'Allemagne qui ne les cédera pas volontairement. La Prusse, par conséquent, peut se rassurer, et le roi Guillaume venir, sans préoccupation, occuper les appartements qu'on lui prépare aux Tuileries.

Le tort du *Pays*, c'est de se faire illusion sur le tempérament de la politique qui a signé le traité de Londres : cette politique, si on la juge par ses déclarations officielles et si on ne lui impute point d'arrière-pensées, n'est nullement belliqueuse; il faut que le *Pays* en prenne son parti.